



ICSF

27 ans au service  
de la pêche artisanale

N° 43 | Juillet 2013 | ISSN 0973-1164

# Yemaya

BULLETIN DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRE DANS LA PÊCHE

## Éditorial

Que ce soit en Afrique du Sud, au Chili, en Ouganda ou en Inde, comme le montre ce numéro de *Yemaya*, les femmes de la pêche artisanale et à petite échelle sont confrontées à des difficultés croissantes dans leur vie quotidienne. Entre des gouvernements bureaucratiques et des marchés prédateurs, d'une part, des organisations professionnelles contrôlées par les hommes et la violence des quartiers et même du domicile, la vie peut devenir infernale pour la plupart d'entre elles. Ces femmes tiennent habituellement le coup grâce à leur force intérieure ou à l'entraide mutuelle ; mais pour qu'elles obtiennent justice et trouvent la place qu'elles méritent dans ce secteur et la société, il reste tellement à faire.

Partout, les femmes de la pêche réclament le droit de vivre, les moyens de vivre, la fin de l'invisibilité de leur travail, des salaires équitables, l'accès au crédit et à des services et équipements de base, des communautés et des habitations où des femmes ne seront plus battues ou violées, où des enfants ne seront plus trop pauvres pour aller à l'école. Elles réclament le droit de pouvoir faire entendre leur voix dans la gouvernance de ce secteur, dans la société qui est la leur. Elles savent qu'aucune communauté ne peut progresser et devenir véritablement démocratique tant que les femmes n'y ont pas la pleine citoyenneté.

Or, lorsqu'elles se rassemblent pour exprimer leurs demandes, elles disent souvent être confrontées à un vrai mur d'opposition. Elles constatent que le système de gouvernance locale est fondé sur l'exclusion des femmes, que la propriété de la terre et le contrôle des ressources sont entre les mains des hommes, que les hommes dominent les groupements et syndicats professionnels et n'ont pas envie de lâcher leur pouvoir. Et lorsqu'on les laisse assumer des responsabilités, elles s'aperçoivent souvent que des hommes continuent à tirer sur les rênes. Elles découvrent que même des projets visant à autonomiser les femmes peuvent s'évanouir pendant une bonne période parce qu'ils ont recruté des hommes à leur place.

Entre violence à la maison et rigidité de structures patriarcales maîtresses des décisions, il n'y a pas vraiment de refuge et de justice pour les femmes de la pêche. Comme le montrent les pages de *Yemaya*, les réunions et les conférences deviennent donc des endroits où les femmes peuvent se consoler en partageant leurs expériences. Ces échanges sont importants et bienvenus, mais il est sans doute encore plus nécessaire de disposer d'un cadre analytique permettant de rationaliser ces expériences afin que les femmes ne les considèrent plus comme des situations normales, qui sont dans l'ordre des choses quand on est une femme, mais bel et bien comme des violations quotidiennes de leurs droits. Le féminisme peut offrir un tel cadre.

Malgré le dénigrement du féminisme dans les médias populaires et dans les blagues échangées avec désinvolture entre hommes, le féminisme reste un concept radical fondé sur l'affirmation que les femmes sont aussi des êtres humains, et ont donc autant de droits que les hommes. Lorsque les femmes acceptent cette pensée, elles acceptent leur propre humanité et construisent avec les autres femmes un pont de solidarités à partir d'expériences communes imposées par leur situation de femmes. Il reste aux femmes de la pêche à occuper le terrain du féminisme, à refuser sa banalisation et son accaparement par ceux qui profitent de la répartition inégale, inéquitable du pouvoir. Elles doivent faire avancer une analyse féministe du monde de la pêche, alimenter ce féminisme de la couleur et de la substance de leurs propres vies. ■



Afrique du Sud .....	2
Profil .....	3
Vietnam.....	4
Chili.....	5
Dates.....	7
Ouganda.....	8
Quoi de neuf sur le web ? .....	9
Inde.....	10
Q & R.....	11
Mama Yemaya.....	11
Yemaya Recommande.....	12

# Moyens d'existence changeants

**L'évolution rapide des pêches en Afrique du Sud et au Mozambique pousse hommes et femmes à d'adapter différemment suivant les ressources disponibles**

**Phille Mbatha**  
(phillembatha87@gmail.com), Unité d'évaluation environnementale, Université de Cape Town, Afrique du Sud

En Afrique du Sud et au Mozambique, les communautés rurales du littoral exploitent depuis bien longtemps les ressources de la mer, de la forêt et des champs pour faire vivre leurs familles. Bien que ces populations aient des traditions culturelles différentes suivant le pays, elles partagent un passé colonial, avec des inégalités et des vulnérabilités évidentes générées par l'époque de l'apartheid en Afrique du Sud et de la guerre civile au Mozambique, et qui ont agi sur la nature des moyens d'existence disponibles pour ces communautés. Les études menées dans ces deux pays par une collègue (Mayra Pereira) et moi-même font apparaître les différences dans les moyens d'existence suivant les sexes et les façons dont les hommes et les femmes choisissent, optent et s'adaptent dans le contexte dynamique du littoral et de la pêche.

Dans les deux pays, les possibilités d'emplois pour les femmes sont limitées. La plupart de leurs activités sont centrées sur la consommation domestique, ce qui ne leur fait pas gagner beaucoup d'argent. Dans des régions comme Josina Machel, Conguiana et Gala dans les provinces d'Inhambane et de Maputo au Mozambique, les hommes sont en force dans le tourisme et la pêche. Ces deux secteurs sont très liés et les pêcheurs tirent la majeure partie de leur argent du tourisme. Les femmes ont surtout des activités après capture (transformation et vente de produits de la mer), ce qui leur donne

une certaine autonomie. L'agriculture, les fruits et légumes viennent en complément pour nourrir la famille et apporter un peu d'argent.

En Afrique du Sud au contraire, il n'y a pas de lien fort entre tourisme et pêche, et les femmes tiennent une bonne place dans les zones rurales de la côte et tirent activement parti des ressources disponibles. Pourtant le scénario économique des femmes de communautés comme Sokhulu et Mbonambi dans la province du KwaZulu-Natal, sur la côte est, paraît bien sombre. Elles récoltent des moules brunes dont la vente est interdite dans la plus grande partie de la région. La récolte se fait une fois par mois seulement et les titulaires d'un permis ont le droit de prélever 25 kg ; les femmes disent que cela ne suffit pas à assurer la sécurité alimentaire. Elles voudraient trouver d'autres sources de revenus, par exemple avec des marchés de produits artisanaux locaux : nattes en paille, paniers, bijoux, ornements divers... Dans plusieurs communautés du KwaZulu-Natal, des femmes ont conclu des accords de cogestion des moules avec les services provinciaux de protection de la nature, qui emploient quelques-unes pour surveiller les prélèvements. Cela aussi diversifie un peu les moyens d'existence.

Dans l'ancienne région du Transkei du Cap oriental en Afrique du Sud, en plus de récolter des moules brunes pour la consommation domestique, les femmes prélèvent aussi des huîtres et de la langouste qui sont vendues aux professionnels et aux touristes tout en contribuant aussi aux besoins du foyer. Les petits sous obtenus grâce à ces activités servent à payer les habits et l'école des enfants.

Si les femmes de ces deux pays ont des moyens de subsistance divers, différents, les inégalités entre hommes et femmes sont par contre toujours là. Des systèmes patrilinéaires et patriarcaux régissent l'usage des ressources du littoral, les conditions de vie et les possibilités de profiter de l'activité économique des côtes. C'est ainsi que la terre (et les ressources naturelles que cela représente) est dévolue aux hommes : peu de femmes possèdent des terres.

Ceci dit, une étude récente de Leila Emdon semble indiquer que, dans certains secteurs de l'ancien Transkei, les rôles masculins et féminins évoluent, que les femmes s'adaptent aux changements de situation. L'établissement de la réserve naturelle et aire marine protégée (AMP) de Hluleka, entraînant la démarcation d'une zone interdite à tout prélèvement sur terre et en mer, a aggravé l'insécurité alimentaire et fragilisé encore plus les moyens de subsistance des communautés de Hluleka. Les ressources agricoles

MAYRA PEREIRA



Les femmes de la communauté Conguiana, dans la province d'Inhambane au Mozambique, sont très présentes dans les activités après capture

ont périclité à l'extérieur de la zone protégée à cause de la pauvreté croissante et de phénomènes environnementaux (régime des pluies...), ce qui a poussé les gens à se tourner davantage vers les ressources halieutiques. Chez les Hluleka, c'est le père qui est traditionnellement le soutien de famille mais, comme le gouvernement a instauré pour ceux qui gagnent moins de 38 400 rands (3 728 dollars) par an des aides sociales (allocations pour enfants à charge...) et que ce sont les femmes qui en sont attributaires, cela a changé la donne. Dans beaucoup de ménages, ces allocations publiques sont devenues la principale rentrée mensuelle d'argent. On croirait que cette aide pour enfants à charge n'est pas grand-chose, mais étonnamment ce petit montant a fait bouger les rôles respectifs des femmes et des hommes. Celles-ci y ont trouvé le moyen de se lancer dans de nouvelles activités : construction d'un logement, objets artisanaux, échange de divers produits

entre elles. Les hommes dépendent complètement de la pêche, qui est de plus en plus restreinte à cause de l'AMP où tout prélèvement est interdit. Certaines femmes disent ne pas sentir la nécessité de se marier car les allocations publiques leur donne de l'indépendance.

Au Mozambique, où il n'y a pas une telle aide gouvernementale, les rentrées d'argent pour les femmes dépendent de plus en plus de la pêche et du tourisme. Une étude de 2011 réalisée par Mayra Pereira montre cependant que le développement de l'activité touristique est en train d'entrer en concurrence avec la population locale pour ce qui est de l'accès aux ressources halieutiques, lesquelles sont donc en train de diminuer. L'inflation constatée sur les produits de la pêche n'incitera pas les touristes à acheter sur place. Mais le développement du tourisme complique assurément la tâche des femmes pour assurer la sécurité alimentaire de leurs familles. ❏

**Des systèmes patrilinéaires et patriarcaux régissent l'usage des ressources du littoral, les conditions de vie et les possibilités de profiter de l'activité économique des côtes.**

**M**aritza Mena est une pêcheuse du Costa Rica, âgée de 51 ans. Elle a été choisie par sa communauté pour la représenter au Congrès des femmes de la pêche artisanale qui s'est tenu au Chili au mois de juin de cette année (voir page 5).

Maritza est née à La Pita de Tarcoles, province de Puntarenas, dans une famille de pêcheurs. Quand elle était petite fille, son grand désir était d'aller en mer, mais la famille était trop pauvre pour lui fournir une embarcation. Les choses ont changé lorsque ses frères lui ont demandé si elle aimerait pêcher. « Comment je vais aller là-bas ? », dit-elle en montrant l'horizon. Ils lui ont dit que bientôt elle saurait

en quête de clientèle. Ce jour-là, fatiguée mais heureuse, Maritza est revenue chez elle avec de l'argent dans sa poche.

Elle a fait du chemin depuis. Aujourd'hui elle possède un canot avec un moteur hors-bord, et elle pense à un plus grand pour son fils de 16 ans qui est aussi pêcheur. Pour elle, la pêche n'est pas seulement un métier : « Quand on pêche, on oublie tout, et quand on revient à la maison, on se sent comme renouvelé et prêt à retourner en mer ». Très engagée sur la question de la protection de l'environnement, Maritza est pour les périodes de fermeture de la pêche. Elle explique que sa communauté a réussi à obtenir qu'INCOPECA (l'Institut costaricien de la pêche et de l'aquaculture) reconnaisse officiellement dans la ligne des huit brasses une zone qui s'étend par endroit sur près d'un mille nautique et qui est interdite aux chalutiers-crevettiers.

La veille de son départ pour le Congrès international des femmes de la pêche au Chili, Maritza n'a pas pu trouver le sommeil de toute la nuit. Elle a fini par penser que, puisqu'elle n'avait pas le mal de mer dans son métier, elle n'aurait pas non plus le mal de l'air ! Le Congrès a été un grand événement pour elle : un rêve qui devenait réalité. Attristée par les récits des femmes de la pêche artisanale confrontées au machisme et au sexisme, elle a été très encouragée par l'expérience de certaines qui marquaient des points en s'organisant. La pêche des femmes du Chili est très différente : elles prélèvent des algues et des coquillages ; mais elles connaissent les mêmes difficultés pour gagner leur vie et gérer la ressource. Maritza a été très heureuse de pouvoir partager le vécu de sa communauté avec des femmes et des hommes originaires de tant de pays. ❏

## PROFIL

### Maritza Mena

**Née pour pêcher, choisie pour voyager : pour cette pêcheuse du Costa Rica, les rêves sont devenus réalité**

Vivienne Solis Rivera  
(vsolis@coopesolidar.org), Membre de l'ICSF

comment faire. Maritza est toujours émue quand elle pense au petit bateau à rames que ses frères lui ont alors construit, et qu'elle a tout de suite lancé. Mais cette embarcation était trop fragile et ne supportait pas le vent fort. Ses frères lui ont alors construit un plus solide. « Je pouvais maintenant aller pêcher pour de vrai », dit-elle.

Il était plus facile de prendre du poisson que de le vendre. « Comme il y avait si peu de monde là où nous vivions, il n'y avait personne pour acheter mon poisson ». Sans se décourager, elle s'est mise à emballer ses modestes captures et est partie à pied jusqu'à la prochaine ville où elle a passé la journée à aller de maison en maison

# Pour un métier plus solide

**Des efforts sont en cours pour améliorer le rôle et la participation des femmes dans les processus décisionnels de la pêche**

**Angela Lentisco** (Angela.Lentisco@fao.org), RFLP, Thaïlande, et **Hoang Thi Phuong Thao** (hthao2005@gmail.com), RFLP, Vietnam

Dans le cadre de ses objectifs d'amélioration des moyens d'existence des populations de pêcheurs et de la gestion des ressources halieutiques, le Programme régional pour les moyens d'existence des pêcheurs de l'Asie du Sud et du Sud-est (RFLP), en collaboration avec d'autres institutions du secteur de la pêche, essaie d'obtenir une meilleure représentation des femmes dans les prises de décision.

Depuis septembre 2009, le RFLP travaille sur cinq thèmes principaux : cogestion, sécurité en mer, après capture, moyens d'existence, micro-financement. L'intégration de la problématique de genre est une composante stratégique et transversale pour tous ces thèmes, mise en œuvre par une recherche de l'équité et égalité hommes-femmes aux divers stades de la réalisation de ce programme.

L'un des six pays concernés est le Vietnam, où le projet se déroule dans trois provinces du Centre : Quang Nam, Quang Tri et Thua Thien Hue. Une étude de référence réalisée au début du programme avait fait ressortir la répartition du travail dans les familles de pêcheurs suivant les catégories. Dans les pêches maritimes, seuls les hommes vont en mer ; dans les lagunes, les hommes et les femmes utilisent un bateau. Dans les familles qui pêchent au

large, la plupart des femmes ne travaillent généralement pas en dehors de la maison. Dans la pêche côtière, en plus des tâches ménagères, les femmes ont souvent diverses activités pour gagner des sous : transformation et vente du poisson, services...

Au sein des familles qui opèrent dans les lagunes, les femmes travaillent de longues heures, pêchant chaque jour avec le mari pendant près de douze heures, apportant leurs denrées au marché, tout en accomplissant les tâches ménagères. L'après-midi, elles aident le mari à réparer les engins de capture. Elles ont très peu de temps libre pour se reposer ou se distraire. Dans ces familles aussi, les enfants accompagnent les parents à la pêche. Dans les familles qui pêchent en mer, les femmes et les enfants n'ont pas ce genre d'activités pour gagner un peu d'argent.

L'étude de référence a par ailleurs relevé qu'au sein de ces communautés on perçoit différemment le métier de pêcheur d'une génération à l'autre : la pêche ne semble plus être le choix de beaucoup de jeunes. Les gens qui opèrent en lagune et près des côtes notamment ne veulent pas que leurs enfants deviennent pêcheurs, et nombreux sont les jeunes qui partent dans les grandes villes pour gagner de l'argent. Cette étude a également fait apparaître que, malgré la présence dans la province d'un réseau d'associations de pêche, les pêcheurs et les fonctionnaires de l'Administration ne connaissent pas grand-chose en matière de cogestion. Et les femmes en savent encore moins que les hommes.

L'un des objectifs du RFLP est d'améliorer la cogestion. Au Vietnam, cela s'est traduit par un appui à la création d'associations de pêche (FA). Au début du projet, ces FA ne recrutaient que les hommes, mais par la suite des mesures ont été prises pour encourager la participation des femmes également.

On a ainsi proposé l'adhésion par famille, le mari et la femme ne payant alors qu'une seule cotisation. Et on accordait une aide financière à des projets professionnels uniquement si la femme aussi était membre de l'association. De cette façon, le nombre de femmes dans les FA a considérablement augmenté. De 12 femmes sur un total de 1 196 adhérents en 2011, on est passé à 471 femmes sur un total de 2 081 en 2013.

Des consultations menées au Vietnam en avril et mai 2012 dans 14 communautés (hommes et femmes) des trois provinces concernées par le programme RFLP ont mis en évidence un intérêt croissant pour diverses activités génératrices de revenu non liées à la pêche : élevage de cochons, volailles et lapins, culture d'arachides,

THUA THIEN HUE / PMU



Femmes de la commune de Phong Hai, province de Thua Thien Hue, transportant une glacière fournie par le projet RFLP

petites productions destinées à des fabriques de chaussures ou de vêtements. Il a aussi été question d'améliorer des activités existantes (préparation de sauces de poisson...) et de renforcer les circuits de commercialisation.

En s'impliquant davantage dans des activités génératrices de revenu, les femmes vont accroître leur charge de travail car elles doivent forcément accomplir leurs tâches ménagères. On a signalé cependant que, du fait de la diminution des

captures et de l'appui apporté par le RFLP pour des activités rémunératrices ouvertes aux femmes, les pêcheurs acceptent de consacrer plus de temps à des occupations traditionnellement « à la charge des femmes », l'élevage de cochons ou de poulets par exemple. On a noté également que des hommes ont commencé à participer aux corvées ménagères afin que les femmes puissent consacrer plus de temps à des activités qui apporteront de l'argent. ❖

... les pêcheurs acceptent de consacrer plus de temps à des occupations traditionnellement « à la charge des femmes », l'élevage de cochons ou de poulets par exemple.

## Des progrès, des difficultés

À Valparaiso, le Congrès international des femmes de la pêche artisanale a évoqué des victoires et les nombreux problèmes qui persistent

**Natalia Tavares de Azevedo** (nataliatavares@ufpr.br), chercheuse à l'Université fédérale du Paraná, et **Naina Pierri** (pierrinai@gmail.com), Membre de l'ICSF, professeure à l'Université fédérale du Paraná, Brésil

La Confédération nationale des pêcheurs artisans du Chili (CONAPACH) a organisé un Congrès international des femmes de la pêche artisanale qui s'est déroulé du 5 au 7 juin 2013 à Valparaiso, Chili. Y ont participé quelque 150 femmes des pêches artisanales chiliennes, de nombreux responsables masculins de la CONAPACH, des représentants des pouvoirs publics, et une trentaine de personnes (pêcheurs et experts) venues des pays suivants : Brésil, Argentine, Pérou, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Panama, Honduras, Nicaragua, Kenya. L'ICSF a soutenu la participation de pêcheuses du Costa Rica et du Brésil et d'autres personnes représentatives.

Le thème central de l'événement était *L'intégration pour un développement durable*, et ses deux aspects retenus pour les débats (*Contribution des pêches artisanales à la sécurité alimentaire* et *Reconnaître les droits d'usage sur les ressources halieutiques*) ont marqué les exposés au cours de la séance plénière du matin, les 5 et 6 juin. Les groupes de travail se réunissaient l'après-midi et ont abordé les points suivants : expériences productives dans la pêche, l'organisation dans les pêches artisanales, l'efficacité du développement dans le secteur rural, conflits environnementaux et sociaux dans les communautés de pêche artisanale, la nouvelle législation sur la pêche du Chili à travers les expériences de femmes ayant participé au processus parlementaire, l'autonomisation des femmes.

Le 5 juin, les interventions initiales des représentants des pouvoirs publics et des responsables de la CONAPACH ont été suivies d'un certain nombre d'exposés. Alejandro

Flores de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a parlé des procédures en cours pour l'élaboration des Directives dites SSF portant sur les pêches artisanales. Alejandro Barrios de IBON International (une organisation axée sur le développement des capacités des mouvements sociaux pour les droits humains et la démocratie) a parlé des conséquences de la mondialisation sur le secteur de la pêche. Cairo Laguna, représentant la Fédération des pêches du Nicaragua et le WFF (Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche) a parlé de la réorganisation du WFF et de ses objectifs pour la participation des femmes, et aussi des expériences des pêcheurs d'Amérique centrale impliqués dans les négociations relatives aux Directives SSF de la FAO. Barbara Figueroa, présidente de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs du Chili), a dit que son organisation devrait se saisir aussi des problèmes des pêcheurs. Elle a critiqué la marchandisation du système actuel des pensions et parlé de la nécessité de lutter pour des politiques publiques en faveur des salaires et de l'équité et de l'égalité entre hommes et femmes.

Stephan Gelcich, professeur à l'Université catholique pontificale du Chili, dans son exposé sur *Problématique de genre et pêche : les difficultés du premier kilomètre*, a traité du rôle des femmes dans les pêches chiliennes, en particulier pour les Zones de gestion et d'exploitation des ressources benthiques (espaces marins réservés à des organisations de pêcheurs dans le cadre de la régularisation). Il a signalé à cet égard un aspect important, à savoir l'augmentation des organisations constituées exclusivement par des femmes. D'après cet intervenant, leur nombre a augmenté de 1 200 % entre 2004 et 2012, ce qui semble indiquer que les femmes ont été très actives pour obtenir les concessions prévues pour ces zones. Parmi les nombreux aspects évoqués dans cette intervention, on citera aussi les possibilités pour les femmes de gagner de l'argent grâce à une valorisation des produits et de favoriser la préservation de la biodiversité à travers de telles initiatives.



Au Congrès international des femmes de la pêche artisanale à Valparaiso, en juin 2013, il y avait 150 adhérentes de la CONAPACH

Victor Gutierrez de l'Université de Santiago a fait un exposé sur *Les fruits de mer : vulnérabilités et enjeux du cerveau humain* et rappelé l'importance du poisson dans l'alimentation pour le développement du cerveau, particulièrement durant la grossesse.

Au cours des séances de l'après-midi, les groupes de travail réunissant divers pays ont discuté des expériences productives de la pêche artisanale (Chili, Pérou, Guatemala) et de l'organisation des pêcheurs (Costa Rica, Chili, Argentine). Il y a eu ensuite des débats et un exposé sur l'efficacité du développement en milieu rural.

Le 6 juin, la plénière du matin a été marquée par une longue discussion sur la nouvelle législation des pêches au Chili (2012), qu'on accuse d'avoir accordé des privilèges monopolistiques aux entreprises du secteur industriel, d'avoir facilité l'internationalisation des ressources halieutiques, d'avoir établi un plus grand contrôle sur les pêches artisanales et d'en avoir exclu les peuples autochtones. Pour leur part, les membres du gouvernement ont évoqué les principaux changements apportés par cette législation en général, pour le secteur benthique notamment où se concentrent la plupart des activités des femmes. Quant aux responsables de la CONAPACH, ils ont parlé de leurs priorités lors des discussions relatives à cette loi, du régime d'accès dans le secteur artisanal, des historiques de capture, de la zone exclusive des cinq milles pour les bateaux artisans, de la réglementation des zones de gestion, en particulier pour ce qui concerne le développement d'une petite activité aquacole.

Pour l'après-midi du 6 juin, il était prévu deux exposés sur l'organisation sociale et le rôle politique des femmes de la pêche, l'un par l'Équateur, l'autre par le Brésil, plus une intervention de la PCFS (Coalition populaire pour la souveraineté alimentaire). L'exposé de

l'Équateur n'a malheureusement pas pu avoir lieu. Le cas du Brésil a été présenté par Maria Eliene Pereira de Vale (Maninha), leader de l'ANP (Articulation nationale des pêcheuses), et Natalia Tavares qui a parlé des expériences de l'organisation des femmes de la pêche au plan national, des progrès de leurs revendications, de leur intégration avec le MPP (Mouvement des hommes et des femmes de la pêche du Brésil), de la lutte actuelle de ces mouvements pour obtenir une régularisation des territoires de pêche. Et pour finir, Pedro Guzmán a fait un exposé au nom de la PCFS. Ce réseau d'organisations rurales, de l'agriculture et de la pêche familiales, originaire d'Asie et d'Afrique, cherche maintenant à s'implanter en Amérique latine. Il tente d'influencer le débat relatif à la souveraineté alimentaire du point de vue des pays du Sud et des communautés de producteurs.

Durant ces quelques jours, le Congrès international des femmes de la pêche artisanale a passé beaucoup de temps à traiter de la pêche en général (législation et réglementation, travail et sécurité sociale, crédit, aides et subventions), des problèmes environnementaux dans les communautés de pêche (impact de centrales thermiques, d'activités minières...). Il nous semble, par contre, qu'on n'a pas consacré assez de temps et d'attention à la situation des femmes de la pêche. Il est vrai assurément que bon nombre de problèmes affectent à la fois les hommes et les femmes, mais les formes que cela prend, les effets que cela produit diffèrent souvent, et le prix à payer est fréquemment plus élevé pour les femmes.

Les discussions sur le rôle des femmes avaient lieu essentiellement en dehors des séances plénières, au sein des groupes de travail qui débattaient de l'organisation sociale des femmes en matière de pratiques de production, autrement dit comment elles organisent leur production et transformation du poisson, comment elles font face aux difficultés et contraintes en général, et dans leurs relations avec les hommes.

Le cas le plus débattu concernant les femmes a été celui du Chili. Il a été dit que là-bas les hommes ne laissent pas les femmes participer aux réunions syndicales. On a parlé d'expulsions, de propos moqueurs pendant leurs interventions ou en réaction à leurs demandes. Les Chiliennes particulièrement ont dénoncé la discrimination dont elles sont victimes lorsqu'elles cherchent à accéder aux Zones de gestion et d'exploitation des ressources benthiques, qui constituent l'essentiel de leur matière première. Sara Garrido de l'Union des pêcheuses et récolteuses d'algues de Caleta Coliumo a notamment parlé de la lutte de son syndicat pour obtenir une Zone de gestion et d'exploitation. Cela a commencé en 2002 et s'est terminé en 2008 : tout ce temps perdu à cause

du machisme ambiant. Ce genre d'attitudes constitue un réel obstacle à la participation des femmes à la vie des organisations et pour obtenir une approbation. Les Chiliennes penchent donc pour un programme d'action intégré avec les hommes et réclament le droit à la participation, à l'inclusion et à l'égalité au sein des organisations de la pêche.

Il est intéressant de noter que les femmes de la pêche du Chili prenaient soin d'affirmer qu'elles ne sont pas des féministes, suggérant ainsi que le féminisme est quelque chose de négatif dont elles veulent se démarquer. Considérer le féminisme comme du sexisme à l'envers (« leur rendre la monnaie de la pièce », établir les femmes en position de supériorité et de domination par rapport aux hommes) est pour nous une idée fautive, dommageable et commune, due à un manque de connaissances quant à la véritable nature du féminisme : un combat pour l'égalité des droits et pour la fin des relations de pouvoir inégales entre les hommes et les femmes.

Pour conclure, ce Congrès a certes été une initiative intéressante de la CONAPACH et a été pour d'éminentes personnes, des pêcheuses et spécialistes de différents pays l'occasion

de se rencontrer, de partager expériences et connaissances. Mais il a eu pour défaut de n'avoir pas consacré assez de temps et d'énergie au thème des femmes, ce qui peut faire penser à la nécessité d'une organisation de femmes, donc plus spécifique et plus autonome. Aux femmes de la pêche artisanale, ce Congrès a peut-être rappelé qu'il va de soi que, pour défendre leurs droits, celles-ci doivent lutter contre la domination des hommes dans chaque endroit, dans chaque cas : famille, communauté, organisations de classes, institutions gouvernementales et autres sphères de la société. À notre avis, cet événement a également démontré que les femmes de la pêche ont besoin de mieux s'informer, de mieux comprendre les luttes actuelles des femmes afin que (contrairement à ce que beaucoup d'entre elles pensent encore) elles considèrent leur propre combat comme véritablement féministe. Elles pourront alors tirer parti de la précieuse expérience des autres et intégrer leurs luttes avec des stratégies sociétales élargies. Les multiples limites que le sexisme impose aux femmes de la pêche affaiblissent les pêches artisanales et les communautés de pêche. Pour les défendre, il est indispensable de venir à bout de cette mentalité. ❏

**Les discussions sur le rôle des femmes avaient lieu essentiellement en dehors des séances plénières...**

## L'ONU s'engage sur des indicateurs sexospécifiques novateurs

La collecte des données sur le développement social et économique a parcouru un long chemin, surtout depuis les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pourtant il reste beaucoup à faire dans le domaine des statistiques ventilées par sexe, qui peuvent aider à illustrer l'impact des politiques de développement sur la vie des femmes. Par exemple, seulement 41 % des États produisent régulièrement des statistiques sur la violence à l'égard des femmes.

Cette situation est en train de changer en raison du développement récent de nouveaux indicateurs de genre, qui ont été approuvés par la Commission de statistique des Nations Unies pour guider la compilation des données nationales et internationales. Elles comprennent une nouvelle série de neuf indicateurs spécialement conçus pour mesurer la violence physique, sexuelle, psychologique et économique à l'encontre des femmes, ainsi qu'un ensemble minimal séparé de 52 indicateurs de genre développés par le Groupe inter institutions et d'experts sur les statistiques sexospécifiques.

L'ensemble minimal recouvre des structures économiques, la participation à des activités productives et l'accès aux ressources, à l'éducation, aux services de santé et domaines connexes, à la vie publique et au processus décisionnel, et les droits humains des femmes et des filles, toutes choses mises en évidence dans la Plate-forme d'action de Beijing (1995).

On pourra mesurer ainsi les facteurs économiques tels que l'écart salarial entre les sexes, l'accès au crédit, le nombre moyen d'heures consacrées aux tâches ménagères, la possession

de moyens de production par les femmes, et aussi les taux de scolarisation, de mortalité maternelle, de fécondité des adolescentes, le mariage des enfants.

L'impulsion pour développer un ensemble d'indicateurs précis permettant de mesurer la violence contre les femmes remonte à une résolution de 2006 de l'Assemblée générale. C'est également l'un des cinq principaux résultats de la campagne Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes lancée en 2008 par le Secrétaire général de l'ONU. Les conclusions de la 57ème Commission sur la condition de la femme de mars 2013 ont également appelé les États à améliorer la collecte des statistiques.

Ces indicateurs témoignent de la reconnaissance croissante de l'importance de statistiques ventilées par sexe dans l'élaboration des politiques. Comme les Objectifs du Millénaire pour le développement ont montré, disposer de statistiques adéquates est essentiel pour le suivi des accords internationaux. Avec l'approche de l'échéance 2015 des OMD, il est d'autant plus urgent d'obtenir des indicateurs pertinents et des bases pour le suivi futur.

Cela a été repris par les consultations sur l'inégalité mondiale (menées en 2012-2013 et co-organisées par ONU Femmes et l'UNICEF) qui ont conclu qu'un nouvel agenda de développement post-2015 devra « inclure non seulement un objectif universel pour l'égalité des sexes... mais aussi veiller à ce que les déséquilibres entre hommes et femmes et autres inégalités dominantes soient pris en considération dans tous les domaines via des objectifs et des indicateurs ventilés par sexe ». ❏

## Dates

**Ramya Rajagopalan**  
(icsf@icsf.net),  
Consultante à l'ICSF

# Le changement est possible

**Avec une approche globale du développement qui diversifie l'emploi, des femmes du Lac Victoria acquièrent autonomie et espoir**

**Margaret Nakato** (mnakato@worldfisherforum.org) et **Vaal B. Namugga** (vaalbn@katosi.org), Katosi Women Development Trust, Ouganda

**K**atosi est une communauté de pêche située au nord du Lac Victoria. L'endroit a connu des transformations qui ont changé le mode de vie des habitants. Auparavant, les pêcheurs sortaient tous les jours, mais maintenant beaucoup vont jusqu'à des îles éloignées où ils passent des mois avant de revenir à Katosi. Il n'y a donc plus que quelques femmes à continuer à fumer le poisson alors que la majorité d'entre elles pratiquaient le fumage ou le séchage dans le passé.

Pour ces communautés, l'expansion de la pêche tournée vers l'exportation fait partie du problème. En plus, ces localités continuent d'attirer des gens cherchant à travailler à leur compte. Il y a donc davantage de monde à dépendre des ressources halieutiques, ce qui a aggravé la pollution de l'écosystème lacustre et conduit à une utilisation excessive des zones humides et des forêts.

Dans beaucoup de familles, il y a essentiellement les femmes et les enfants, et la qualité de la vie a chuté. Dans une communauté où les infrastructures, les services essentiels comme la santé sont limités, le quotidien peut être difficile.

Le KWDT (Katosi Women Development Trust) a démarré en 1996 pour organiser les femmes et les aider à entrer dans un secteur de la pêche dominé par les hommes. Ce groupement a

adopté une approche globale du développement pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les femmes des communautés de pêche. Cette démarche reposait sur la constatation suivante : « On ne peut pas ordonner à une personne démunie de préserver l'environnement. Il faut d'abord répondre aux besoins essentiels de cette population ». L'objectif principal du KWDT est donc de rechercher une diversification des moyens de subsistance afin de réduire la dépendance par rapport aux ressources halieutiques, tout en veillant à ce que les diverses activités favorisent la préservation de l'écosystème lacustre et ses ressources, et donnent plus d'autonomie aux femmes.

En aidant les femmes à se lancer dans des activités économiques diversifiées, on a créé des emplois pour compenser ce qui avait été perdu dans le fumage et le séchage du poisson du fait de son exportation sous forme de filets. La plupart des femmes ne pouvaient plus acheter la matière première à cause de l'envolée des prix sous l'effet des exportations, et le poisson transformé n'était plus à la portée de bon nombre de familles rurales. Le bassin du Lac Victoria constitue un écosystème riche mais très fragile, sensible à la surexploitation de la ressource. L'élevage, l'aquaculture, l'apiculture, la culture de champignons ou d'arbres fruitiers sont des activités complémentaires qui ont permis de créer des emplois pour les femmes des communautés de pêche et contribué à préserver l'écosystème.

Avec l'amenuisement des stocks, il y a moins de poisson disponible pour les pêcheurs, qui ne peuvent investir pour améliorer leur équipement. Beaucoup finissent par utiliser des maillages plus serrés qui piègent du poisson immature, ce qui aggrave encore le problème. Dans beaucoup de communautés de pêche en zone rurale, le commerce de juvéniles bat son plein alors que c'est interdit. Quand elles sont prises en faute, les femmes perdent leur investissement car ce poisson est alors saisi et détruit. Malgré les risques encourus, cette activité attire encore bien des personnes désireuses de faire rapidement de l'argent, surtout lorsqu'il y a des échéances financières, payer les frais de scolarité des enfants par exemple. Par des dispositifs d'accès au crédit et des campagnes de sensibilisation, le KWDT aide les femmes à se détourner de cette pratique illicite et à agir dans la légalité.

Le KWDT a permis de changer la situation économique de nombreuses femmes à Katosi. Travaillant avec 405 femmes organisées en 16 groupes, il est parvenu à les sortir de la dépendance par rapport au lac et à les lancer dans d'autres occupations. Ses membres avaient pris l'initiative d'enlever la jacinthe d'eau proliférant dans le lac avant que les BMU (Unités de gestion des plages) s'en chargent de façon régulière et systématique.

KATOSI WOMEN DEVELOPMENT TRUST / OUGANDA



Des dialogues communautaires permettent au KWDT d'impliquer la population dans les décisions concernant l'accès à la ressource et son utilisation



Selon Nalongo Joyce, membre de l'association Pêche et Développement des femmes de Katosi, « ...ils avaient l'habitude de nous appeler chaque fois que la jacinthe s'étalait sur le lac : venez donc enlever ça ! Mais maintenant, ils ont un calendrier pour organiser le déblaiement manuel de cette plante envahissante ».

L'eau et l'assainissement posaient problème à Katosi, d'autant plus que la population augmentait. Et la situation était en plus aggravée du fait de la prévalence élevée du VIH/sida : 20-30 % contre 7 % pour la moyenne nationale. Le KWDT a aidé les femmes à améliorer leur approvisionnement en eau potable et à avoir des installations sanitaires convenables. La progression a été régulière et plus de 250 foyers ont bénéficié de ce soutien.

Parvenant à une autonomie économique, disposant de réservoirs d'eau et de toilettes, bon nombre de femmes se sentent capables de participer aux prises de décision au sein des communautés, au niveau de l'administration locale. Elles estiment pouvoir assumer des responsabilités, prendre des positions politiques, s'impliquer dans des actions de développement économique, et avoir le droit d'accéder à la propriété. Le KWDT offre les formations indispensables pour que les femmes s'en sortent bien dans ces nouveaux rôles.

Les dialogues communautaires, pour lesquels les groupes du KWDT mobilisent la population et incitent les gens à débattre de questions importantes qui agissent sur leur existence, ont été très utiles pour combler l'écart entre les leaders et la communauté en général. Ayant bien réussi pour l'eau et l'assainissement, le KWDT cherche maintenant un cadre approprié pour impliquer les communautés dans les processus décisionnels concernant l'accès aux ressources halieutiques et à leur utilisation. Les femmes qui ont reçu une

formation en actions de plaidoyer ont constitué des Women Advocay Clubs (WAC) qui utilisent les compétences acquises en matière de lobbying et de défense afin d'améliorer les services dans les domaines qui touchent à leurs moyens d'existence. Il en est résulté plus de transparence, de responsabilisation, et aussi une participation accrue des femmes des campagnes aux prises de décision. Des femmes participent à la préparation de budgets communautaires, ce qui permet de corriger le manque de communication et d'information entre les leaders et la population locale. Mais l'analphabétisme est très élevé dans les communautés de pêche, et évidemment cela gêne les femmes en particulier pour avancer vers plus d'autonomie.

L'isolement de ces communautés empêche aussi les femmes de participer pleinement aux débats relatifs à leurs problèmes et à de nouvelles possibilités de développement. Afin de s'impliquer dans la formulation de politiques particulièrement importantes pour l'avenir des pêcheurs, le KWDT a voulu faire partie d'un réseau international de la pêche artisanale, le Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF). En 2011, le KWDT a piloté une consultation de la société civile dans le cadre du processus d'élaboration de directives internationales pour garantir les droits des pêches artisanales. Aujourd'hui les gens de la pêche savent que le KWDT est une source précieuse de conseils pour ce qui concerne les communautés de pêche et leurs moyens de subsistance. À un moment où les terrains proches du rivage sont convoités par des promoteurs immobiliers et bien d'autres projets qui mettent en danger le gagne-pain des pêcheurs, le KWDT devra veiller à ce que les femmes connaissent leurs droits en matière d'accès à l'espace à terre et aux ressources halieutiques, et soient capables de les défendre. ❏

« On ne peut pas ordonner à une personne démunie de préserver l'environnement. Il faut d'abord répondre aux besoins essentiels de cette population ».

### Quoi de neuf sur le web ?



**Ramya Rajagopalan**  
(icsf@icsf.net),  
Consultante à l'ICSF

## Blog de la communauté Genre – Bourse aux solutions Inde

Le blog consacré à la problématique de genre sur le site *United Nations Solution Exchange India* (<http://se-gen-cop.blogspot.in/>) est une plateforme destinée à aider les praticiens du développement à partager connaissances, innovations, savoir-faire dans les domaines suivants : égalité des sexes, autonomisation des femmes, droits et protection de l'enfance, intégration de la problématique de genre, approche fondée sur les droits pour le développement.

*Solution exchange* est une initiative lancée sous les auspices des Nations Unies avec l'appui de divers partenaires pour favoriser cet enrichissement mutuel. Et c'est dans cet esprit qu'a été ouvert en 2005 le Blog de la communauté Genre pour l'Inde qui traite

principalement des aspects suivants : violence à l'égard des femmes (y compris choix prénatal du sexe, trafic d'êtres humains, violence domestique, femmes tribales, dalit ou marginalisées, droits et protection de l'enfance, minorités sexuelles, sécurité sociale (y compris pour les personnes âgées, les femmes chefs de famille), intégration de la problématique de genre dans les politiques, les programmes et institutions (budgétisation sexospécifique, harcèlement sexuel sur les lieux de travail...), égalité entre hommes et femmes, autonomisation des femmes (dans les domaines économiques et politiques), disparités entre hommes et femmes pour l'éducation, la santé, la gouvernance, l'accès aux ressources... ❏

# Cri du cœur

Une pièce de théâtre évoquant la vie des femmes de la pêche connaît le succès dans les villages de pêcheurs et aussi les villes

**Renu Ramanath**  
(renuramanath@  
hotmail.com), écrivain  
indépendante

Le cri de la vendeuse de poisson résonne à travers le monde. Il traverse les barrières établies par l'homme : langues, régions, religions, pays. C'est le cri des marginalisés qui ont été boutés hors de la vie par les mains des puissants, un cri pour pouvoir continuer à subsister.

Les malheurs des gens de la pêche ont été le sujet de nombreuses créations artistiques de par le monde, sous des formes variées, des genres différents : romans, films, pièces de théâtre... En Inde, dans l'État du Kerala, on citera le célèbre roman de Thakazhi Sivasankara Pillai, *Chemmeen*, et sa version cinématographique qui a créé des clichés véhiculés par la suite dans un certain nombre d'autres films pour décrire le monde de la pêche.

La vie des enfants de la mer n'a pas souvent été représentée dans le théâtre du Kerala, qui a pourtant été dans le passé un puissant outil d'émancipation sociale et de conscientisation. Au Kerala, le recours au théâtre pour sensibiliser le public aux maladies sociales et faire passer des messages positifs date des premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle. À cette époque de transformation radicale du tissu social et politique, le théâtre s'est prêté volontiers aux demandes des réformateurs sociaux et des militants politiques tandis que

les vagues du nationalisme et les sentiments anticolonialistes balayaient le pays.

*Matsyagandhi* (Celle qui sent le poisson) est une pièce en un acte et avec un seul acteur qui raconte les épreuves de femmes de communautés de pêche. Écrite et jouée par Sajitha Madathil, une personnalité bien connue du monde du théâtre et originaire du Kerala, cette pièce est le résultat d'une collaboration internationale : le projet Théâtre pour l'Afrique, auquel Sajitha avait été invitée à participer. Cela faisait partie du Sommet de la Terre de 2002 qui se tenait en Afrique du Sud, et cela traitait de développement durable dans les communautés de pêche. Six acteurs (dont Sajitha) originaires des six continents étaient invités à participer au projet, qui a duré près de six mois. Pendant un mois, ils ont d'abord exécuté à Johannesburg, Pretoria et Cape Town les spectacles en solo que chacun d'eux avait préparés.

Ensuite, ils ont fondu ces pièces solo en une seule pièce intitulée *Les gardiens des profondeurs*, qui a été alors jouée pendant trois mois. « Tout cela était un projet très intéressant, très profitable, qui m'a immensément apporté en tant qu'actrice », se souvient Sajitha qui est actuellement la secrétaire adjointe de la Sangeet Natak Akademi (Académie nationale de musique, de danse et d'art dramatique) de New Delhi.

Sajitha a joué *Matsyagandhi* seulement cinq fois en Inde : trois fois à Delhi, deux fois au Kerala. Cette pièce qui a été très appréciée à l'étranger n'a pas fait vraiment les gros titres au Kerala où elle a d'abord été représentée.

Récemment cependant, le scénario a eu une nouvelle vie, avec au moins deux versions présentées au Kerala au cours de l'année dernière. Shylaja P Ambu, une actrice basée à Thiruvananthapuram, a fait une série de représentations de *Matsyagandhi* dans les villages de pêcheurs des districts de Thiruvananthapuram et de Kollam, et qui ont été très appréciées, surtout par les femmes qui voyaient ainsi leur propre vie présentée sur scène pour la première fois. Shylaja raconte que des femmes venaient la trouver après la représentation pour lui dire que la pièce reflétait leur propre expérience jusque dans le moindre détail, y compris le manque de toilettes qui leur causait tant d'inconfort tout au long de leurs corvées quotidiennes.

*Matsyagandhi* présente plein d'images se rapportant à la mer, tirées du quotidien des gens de la pêche, ce qui n'est pas surprenant puisque Sajitha avait élaboré son scénario à partir d'une série de conversations avec des femmes

RADHAKRISHNAN



Sajitha Madathil jouant dans *Matsyagandhi* (Celle qui sent le poisson), pièce en un acte et un seul acteur sur les épreuves des femmes de la pêche

de communautés de pêche. L'odeur du poisson est une autre image récurrente qui renvoie le texte au mythe de la *Matsyagandhi*, appelée aussi Satyavati, la pêcheuse du Mahabharata (la grande épopée indienne) qui reçut du sage qui la courtisait l'odeur du musc (*kasturi*).

Sajitha a rapproché le mythe de *Matsyagandhi* d'un incident réel qui avait été en fait le principal déclencheur du scénario : le viol d'une femme dans un marché au poisson en plein jour. « Lorsque j'ai entendu parler de l'affaire, j'ai su que j'allais consacrer une pièce à cette personne », explique-t-elle.

Le texte aborde et fait ressortir le drame de la communauté de pêche, qui est en train d'être étouffée par les tentacules de plus en plus présents des grandes entreprises qui englobent peu à peu nos côtes pour faire leurs affaires. Le protagoniste, une femme d'âge moyen, évoque des jours passés où la vie était plus lente, plus tranquille, où il y avait plus de grâce et d'abondance malgré la pauvreté et le danger constant de perdre un homme dans une mer furieuse. Aujourd'hui ce n'est plus la mer qui engloutit le pêcheur ; c'est le chalutier mécanisé, soupire cette femme qui elle-même a perdu son mari à cause d'un chalutier qui allait trop vite.

Le récit est sobre et lisse, et évoque presque toutes les difficultés actuelles d'une communauté de pêche. L'odeur du poisson est un motif récurrent de la pièce jusqu'à la fin lorsque l'actrice, dans la scène finale, marche parmi l'assistance avec une lampe et une bassine de poissons en reprochant aux spectateurs leur aversion pour cette senteur alors même qu'ils attendent avec impatience leur plat de poisson au curry.

La pièce montre également comment la vie des pêcheurs est dévastée par la construction de digues, l'apparition de limites qui les séparent de l'océan, cet océan qu'ils considèrent comme leur mère et qui leur donnait presque tout pour vivre.

Il n'est pas surprenant que cette œuvre ait trouvé un large écho. Après les représentations de Shylaja P Ambu dans les régions côtières de l'Inde et lors du Festival international d'art dramatique du Kerala, il y a eu une autre production dans la ville de Kochi, dirigée par Ajayan avec Mary Grace comme actrice.

La pièce a également été jouée dans d'autres langues de l'Inde : hindi, marathi, bengali. Souvent Sajitha n'est même pas informée que son texte est mis en scène ; mais certains directeurs demandent quand même son autorisation. « J'ai entendu dire qu'on mettait en scène *Matsyagandhi* à Chennai, sans savoir dans quelle langue », fait-elle remarquer. Cette pièce a par ailleurs été inscrite au programme des études de premier cycle d'anglais à l'Université Mahatma Gandhi du Kerala. Elle a aussi été ajoutée à une liste relative au théâtre contemporain en malayalam. ❏

## Entretien avec Usha Tamore, de la Coopérative des vendeuses de poisson du district de Mumbai, Inde

**Shuddhawati Peke** (icsf@icsf.net), Associée au Programme de l'ICSF

### Depuis combien de temps vendez-vous du poisson ?

Depuis trente ans. J'ai appris le métier avec ma mère. La journée commençait à 6h 30 : d'abord au marché de Crawford pour acheter le poisson aux grossistes, puis au marché de la Gare de Mahim jusqu'à midi, ensuite à l'école. Après l'école, j'aidais ma mère pour les tâches ménagères. Ma famille n'a pas pu continuer à payer les frais de scolarité et j'ai abandonné l'école pour devenir vendeuse à plein temps. Après mon mariage, nous nous sommes installés à Mahim.

### Vous avez participé à l'affaire du marché de la Gare. Comment ?

En 1975, les vendeuses du marché de la Gare de Mahim ont été délogées par l'Administration pour construire l'Hôpital Pikale. Nous sommes descendues manifester dans la rue. La Municipalité a construit un autre marché, trop petit. Aujourd'hui, une centaine de femmes vendent dans la rue à côté de l'hôpital, et le bâtiment surpeuplé du marché tombe en morceaux. Puis la Municipalité a voulu transformer l'endroit en marché de gros pour le poisson, ce qui aurait été la fin de notre commerce. Alors un groupe de vendeuses est allé voir un homme politique local. J'étais une novice pour mener des gens mais j'ai posé beaucoup de questions. Après cette démarche, la décision de nous déloger a été annulée.

### Vous vous êtes occupées d'autres choses ?

En 2004, nous avons traité un autre problème. Notre commerce dans les marchés était sérieusement menacé par l'arrivée d'hommes qui faisaient des achats groupés et vendaient ensuite leur poisson à bas prix au porte à porte. Nous avons pu organiser les poissonnières de l'agglomération de Mumbai, et nous avons ainsi été bien connues. On nous avait dit qu'il serait avantageux de constituer une structure officielle : le 5 août 2005 a donc été lancée la Coopérative des vendeuses de poisson du district de Mumbai. J'ai bénéficié ainsi d'une certaine formation, j'ai eu quelques responsabilités, mais ce sont encore les hommes qui dirigent. Nous n'avons pas obtenu tout ce qu'il faudrait.

### Et pour la suite ?

Nous avons besoin d'un solide syndicat de femmes pour bien résoudre nos problèmes particuliers dans un milieu dominé par les hommes. La plupart des vendeuses sont analphabètes, faciles à tromper ; et il leur faut aussi des prestations sociales publiques : retraite, assurance, plan d'épargne et d'aide, moyens de transport, installations de stockage, accès au crédit... ❏

## MAMA YEMAYA

... affiche la couleur !



DOCUMENTAIRES

## Recueillis sur la Toile

### YouTube offre plein de documentaires sur les femmes de la pêche

Ramya Rajagopalan  
(icsf@icsf.net),  
Consultante à l'ICSF

YouTube est une ressource en ligne qui permet aux internautes de découvrir, de regarder et de partager des vidéos originales. YouTube permet également de créer facilement des chaînes à thème, une possibilité de plus en plus utilisée par des organisations pour charger des vidéos sur tel ou tel sujet. Il y a plusieurs chaînes internationales intéressantes concernant la pêche sur YouTube. En voici quelques-unes :

Il y a la chaîne de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/FAO ([www.youtube.com/user/FAOoftheUN/videos?live\\_view=500&flow=list&sort=dd&view=0](http://www.youtube.com/user/FAOoftheUN/videos?live_view=500&flow=list&sort=dd&view=0)) qui propose une présentation intéressante sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Il y a aussi des entretiens avec des représentants gouvernementaux, des organismes régionaux, des organisations de la société civile, des universitaires à propos des prochaines Directives internationales sur les pêches artisanales ([www.youtube.com/watch?v=w0ryLppJ3iM](http://www.youtube.com/watch?v=w0ryLppJ3iM)).

Le documentaire *La palourde lève un coin de voile tunisien* montre comment la FAO et ses partenaires essaient de renforcer le rôle

des femmes dans la pêche à pied de ce coquillage.

Dans le cadre d'un Flash infos Asie, la chaîne du Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique propose un exposé de cinq minutes sur le rôle invisible des femmes dans les pêches artisanales ([www.youtube.com/watch?v=Aa8llGee-Dk](http://www.youtube.com/watch?v=Aa8llGee-Dk)). Il y a aussi là d'autres documentaires intéressants, sur les femmes de la pêche au Cambodge ([www.youtube.com/watch?v=XLxkAMnEDyQ](http://www.youtube.com/watch?v=XLxkAMnEDyQ)) par exemple, et un entretien de sept minutes avec Nuor Chhai, une responsable locale de pêche communautaire dans ce pays, qui expose les sérieuses difficultés de sa communauté et la façon dont le RFLP (Programme régional pour les moyens d'existence des pêcheurs de l'Asie du Sud et du Sud-est) a contribué à améliorer la situation.

Il y a également la chaîne de l'Université des Nations Unies (UNU), avec quelques documentaires intéressants sur les *satoumi*, c'est-à-dire des environnements côtiers du Japon où la mer et les humains coexistent intimement. Une vidéo consacrée à un tel environnement sur Hokkaido ([www.youtube.com/watch?v=yRIB6fwW98U&list=PL8QnLThpVNcXJKx9285vQmyiTmo90s\\_2y](http://www.youtube.com/watch?v=yRIB6fwW98U&list=PL8QnLThpVNcXJKx9285vQmyiTmo90s_2y)) montre comment les populations du littoral préservent un précieux équilibre entre les écosystèmes terrestres et marins. Dans un document plus détaillé sur le sujet, on voit que les pratiques liées à ce concept sont en rapport avec la préservation des moyens d'existence ([www.youtube.com/watch?v=KkgHbrXoXes](http://www.youtube.com/watch?v=KkgHbrXoXes)).

Sur la chaîne de l'UNU, il y a également un documentaire sur les *ama*, ces Japonaises qui pêchent en apnée et respectent l'environnement marin depuis des centaines d'années (*Where the Sea Whistle Echoes*, sur [www.youtube.com/watch?v=sTIf2vA-JQ](http://www.youtube.com/watch?v=sTIf2vA-JQ)). On citera pour clore les images frappantes d'un documentaire qui raconte le vécu de petites et grandes communautés de pêche dans les Préfectures de Miyagi et d'Iwate. Des personnes importantes du lieu expliquent les répercussions du tsunami de 2011 sur leurs vies (*Standing Strong Again: Rebuilding the Fishing Community of Kesennuma*—[www.youtube.com/watch?v=miGwjQa0txo](http://www.youtube.com/watch?v=miGwjQa0txo)). 📺



PUBLIÉ PAR  
Chandrika Sharma pour  
Collectif international d'appui  
aux travailleurs de la pêche

27 College Road  
Chennai 600 006, Inde  
tél: (91) 44 2827 5303  
fax: (91) 44 2825 4457  
courriel: icsf@icsf.net  
site Internet: www.icsf.net

PRÉPARÉ PAR  
Nilanjana Biswas  
TRADUCTION  
Gildas Le Bihan  
ILLUSTRATIONS DE  
Sandesh  
(sandeshcartoonist@gmail.com)  
MISE EN PAGE  
P. Sivasakthivel  
IMPRIMÉ PAR  
L.S. Graphic Prints  
Chennai 600 002

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur des questions qui concernent directement les femmes et les hommes du monde de la pêche, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de femmes et d'hommes qui militent pour une pêche durable et

pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi le nom de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.